

L'Humanité du 19 septembre 2011 :

La CGT n'appuiera pas sur la touche « pause »

Samedi, au forum social, Bernard Thibault a décliné toutes les raisons qu'ont les travailleurs de se mobiliser. La Confédération ne sera pas absente du débat dans la campagne présidentielle.

Crise, dette, élection présidentielle, mobilisation, unité syndicale les syndicats sont confrontés à une bousculade de questions en cette rentrée. Prolixe, Bernard Thibault n'en a esquivé aucune lors de sa rencontre samedi avec les journalistes de la NVO et de l'Humanité, et le public du forum social. Le leader de la CGT a dépeint une « période violente socialement » et décliné toutes les raisons qui doivent conduire les salariés à se mobiliser.

Bernard Thibault annonce d'entrée la « bonne nouvelle » : 50 000 euro-manifestants du jour à Wroclaw, en Pologne, venus de 18 pays à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. « Nous sommes loin d'être les seuls à dire non à l'austérité. »

Mais doit-on faire grève, manifester quand la crise frappe ? « Ce n'est pas la crise pour tout le monde, rétorque le numéro un de la CGT. Et que le CAC 40 soit au rouge ou au vert, les licenciements continuent, les salaires sont bloqués et les reculs sociaux s'amplifient. » Une réponse sans doute à la CFDT qui, tout en appelant à la journée de mobilisation du 11 octobre, a refusé que l'intersyndicale demande aux salariés de discuter de la perspective d'arrêts de travail.

Particulièrement attendu sur la question, Bernard Thibault s'est exprimé sur l'élection présidentielle. D'abord, pour confirmer que, pendant la campagne électorale, la CGT « n'appuiera pas sur le bouton pause » : « Les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, les mauvaises lois et décrets ne s'arrêtent pas. » Bien plus, pour lui, « c'est aussi l'activité syndicale qui peut pousser les partis à se positionner par rapport aux aspirations et revendications qui s'expriment. S'il y a une montée des luttes pour les salaires, ça poussera sans doute plus de candidats à s'engager sur l'évolution des politiques salariales ». La CGT entend donner son point de vue, d'abord en ne ménageant pas ses critiques envers le président sortant. Mais le discours de Bernard Thibault sonne aussi comme un avertissement à la gauche. « J'ai entendu dire qu'on ne pourra pas faire des promesses qu'on ne pourra pas tenir. La CGT n'attend pas de promesses, mais on attend des responsables politiques qu'ils ne démissionnent pas par avance dans la rupture avec les politiques menées aujourd'hui. » Et il se fait explicite, notamment sur les retraites : « J'espère bien que, s'il y a une autre majorité, restaurer le droit au départ à la retraite à soixante ans fera partie de ses premières décisions. »

Olivier Mayer